

2016

BILAN DE L'ANNÉE

Rapport annuel

Banque interaméricaine de développement



Résumé Financier 2012-2016

Capital Ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

	2016	2015	2014	2013	2012
Principaux éléments opérationnels					
Prêts et garanties approuvés ^a	\$ 10 803	\$ 10 404	\$ 12 652	\$ 13 290	\$ 10 799
Décaissements de prêts	9 600	9 719	9 423	10 558	6 883
Remboursements de prêts	6 023	5 132	5 213	8 462	4 571
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	\$ 27 750	\$ 27 969	\$ 27 458	\$ 21 226	\$ 14 592
Encours des prêts	81 952	78 745	74 585	70 679	68 640
Fraction non décaissée des prêts approuvés	30 007	30 711	31 601	29 207	26 987
Total des actifs	113 325	111 116	106 277	96 987	92 194
Encours des emprunts, après swaps	82 641	80 464	76 664	67 440	59 739
Fonds propres	26 460	25 253	23 697	23 550	20 681
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts, après swaps	\$ 2 365	\$ 1 946	\$ 1 741	\$ 1 858	\$ 1 668
Revenu des placements	321	60	114	215	382
Frais liés aux emprunts, après swaps	797	409	398	401	519
Revenu d'exploitation	1 027	717	652	881	910
Ratio					
Ratio ^d du total des fonds propres ^b aux prêts ^c	32,0%	31,8%	31,5%	32,7%	29,3%

Fonds des Opérations Spéciales

(En millions de dollars des États-Unis)

	2016	2015	2014	2013	2012
Principaux éléments opérationnels					
Prêts approuvés	\$ 247	\$ 282	\$ 300	\$ 251	\$ 320
Décaissements de prêts	190	310	302	322	317
Remboursements de prêts	184	184	187	222	196
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement	\$ 822	\$ 841	\$ 977	\$ 1 131	\$ 1 200
Encours des prêts, nets	4 510	4 502	4 418	4 364	4 277
Fraction non décaissée des prêts approuvés	782	726	761	763	843
Total des actifs	5 420	5 408	5 420	5 512	5 494
Solde du fonds	5 160	5 113	5 089	5 056	4 958
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts	\$ 60	\$ 61	\$ 62	\$ 64	\$ 65
Revenu de coopération technique	5	6	8	8	8
Revenu net	43	22	23	53	66

^a N'inclut pas les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial ni les participations à des prêts sans garantie souveraine.

^b Le « Total des fonds propres » est défini comme la Fraction libérée du capital moins les Souscriptions au capital à recevoir, moins les effets à recevoir des membres, plus les Bénéfices non distribués moins les soldes liquides en devise nationale des pays emprunteurs (mesure hors GAAP).

^c Inclut l'encours des prêts et l'exposition aux garanties.

^d À compter de 2015, le Total des Fonds propres utilisé pour calculer le Ratio du total des fonds propres aux prêts n'exclut plus les effets cumulés des ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères, et ne réintègre pas les provisions pour pertes sur prêts et garanties. Les ratios des exercices antérieurs ont été recalculés en conformité avec la nouvelle définition.

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2016. Ce Rapport annuel consiste en un volume intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque durant l'année 2016 (prêts, garanties et dons). Un deuxième volume, en anglais et espagnol, contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

29 mars 2017



UN PARTENAIRE POUR

.....
l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Groupe BID est constitué de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et du Fonds multilatéral d'investissement (MIF), un fonds administré par la BID). La BID, qui est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional, constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

La SII a pour mission de promouvoir le développement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du secteur privé. Dans le cadre de sa mission, la SII soutient les entreprises publiques et privées grâce au financement sous forme de prêts, de participation au capital et de garanties. La SII s'associe également avec ses clients pour fournir des services de conseil et de formation.

Le MIF est le laboratoire d'innovation du Groupe BID. Il réalise des expérimentations à haut risque visant à tester de nouveaux modèles dans le but d'inciter le secteur privé à résoudre les problèmes de développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA. Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo. Au terme de l'année 2016, la BID a approuvé 260 milliards de dollars de prêts et de garanties pour le financement de projets, pour un montant total d'investissements de 539 milliards et un montant total de dons de 6,8 milliards.

PAYS MEMBRES

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États Unis, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela

TABLE DES MATIÈRES

1	Message du président
3	Conseil d'administration
5	I. Récapitulatif des opérations
13	II. Faits saillants par secteur
23	III. États financiers sans Notes
31	Annexes



PARAGUAY

Le programme *Credicédula de Emergencia* développé par Banco Familiar vise à évaluer la solvabilité des clients en se fondant non sur le respect d'une norme de revenu, mais sur la présentation d'un document d'identité délivré par le gouvernement. Actuellement, il y a 85 000 clients actifs. Photo : Banco Familiar

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 2016, un grand nombre des postulats fondamentaux qui sous-tendent l'ordre économique mondial ont été remis en question d'une manière que peu avaient anticipée et dont on ne perçoit pas encore clairement les conséquences.

Or, même en cette période incertaine, les priorités de développement des États d'Amérique Latine et des Caraïbes demeurent largement inchangées. Nous devons accroître notre productivité et stimuler l'innovation, deux facteurs qui expliquent en grande partie le fossé qui nous sépare des pays industrialisés. Nous devons améliorer nos systèmes publics de santé et d'éducation, dont la faible qualité se traduit par de fortes disparités des chances et des résultats au sein même de nos sociétés. Nous devons aussi développer les infrastructures et abattre les barrières qui nous empêchent depuis si longtemps de devenir une puissance commerciale dans la région.

Et pour atteindre chacun de ces objectifs, l'Amérique Latine et les Caraïbes peuvent compter sur l'appui de la Banque interaméricaine de développement. Conformément au plan financier à long terme, la Banque a approuvé en 2016 un programme de 86 projets à garantie souveraine, dont le financement totalisait 9,3 milliards de dollars. Le montant des décaissements de la BID s'élevait à plus de 8,7 milliards, avec un flux net positif au profit de la région.

Au-delà de la fourniture de prêts, de garanties et de dons, nous avons également continué de créer et diffuser des savoirs sur des thèmes essentiels au développement de nos pays. L'an dernier, notre action dans ce domaine a engendré des centaines de contributions sous des formes diverses, comme des publications et bases de données évaluées par des pairs, ainsi que des conférences et cours de formation en ligne ouverts et massifs (CLOM) qui attirent régulièrement des dizaines de milliers de participants.

Ces chiffres confirment notre leadership en tant que source principale de financement et d'expertise pour le développement à long terme de la région. Nous sommes également mieux aptes à remplir ce rôle grâce à l'intégration des ressources du Fonds des opérations spéciales dans notre Capital ordinaire, ce qui nous a permis d'augmenter notre capacité de crédit.

Si le volume est un indicateur de mesure important, la satisfaction de nos clients est tout aussi primordiale. Nos enquêtes auprès de nos clients révèlent un taux de satisfaction de près de 90 % concernant nos services.



La Banque a fait des progrès dans deux domaines importants au cours de l'année: la transparence et l'égalité des sexes. Dans l'indice de transparence de l'aide 2016, de l'organisation non gouvernementale Publish What You Fund, la Banque a obtenu une note de 85,6 sur 100, ce qui représente une amélioration de près de 29 points depuis 2013 et en fait l'une des institutions les plus performantes en la matière. Nous avons franchi un autre jalon institutionnel important cette année avec l'obtention par la BID de la certification EDGE (Dividendes économiques pour l'égalité hommes-femmes), en reconnaissance de nos efforts visant à créer un lieu de travail équitable et inclusif. Selon cette évaluation indépendante, nous avons été jugés sur différents critères : à travail égal, salaire égal, recrutement et promotion, développement du leadership, formation et mentorat, conditions de travail flexibles et culture d'entreprise. Je suis particulièrement fier que la BID soit la première banque de développement régional au monde à recevoir la certification EDGE.

Compte tenu de la conjoncture mondiale qui nous attend en 2017, nous anticipons une mise à l'épreuve de notre capacité à demeurer le partenaire de développement principal de la région, non seulement en tant que source de financement durable et abordable, mais aussi en tant que diffuseur de confiance des savoirs. Mais notre mission est la suivante : aider nos pays à surmonter les obstacles à la prospérité durable et à une meilleure qualité de vie pour les 600 millions de personnes qui vivent en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Nous nous réjouissons de relever le défi, animés par un optimisme fondé sur ce que nous avons accompli en près de six décennies d'efforts collectifs.



Luis Alberto Moreno

Président

Banque interaméricaine de développement

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Premier rang (de gauche à droite):

Toshiyuki Yasui (Japon) Marlene Beco (Belgique),
Mauricio Silva (El Salvador), Stefania Bazzoni (Italie),
Marcelo Bisogno (Uruguay), Cheryl Morris-Skeete (Barbade),
Bosco Martí (Mexique), Guillermo Rishchynski (Canada)

Rang du milieu:

Tom Crowards (Royaume-Uni), Carlos Pared Vidal
(République dominicaine), Hugo Cáceres (Paraguay),
Xavier Santillán (Équateur), Fernando de León (Panama),
Patricia Miloslavich (Pérou), María Rodríguez de la Rúa (Espagne),
Frederico Gonzaga Jayme Jr. (Brésil)

Derneir rang:

Ian MacDonald (Canada), Joffrey Célestin-Urbain (France),
Raúl Novoa (Argentine), Armando León Rojas (Venezuela),
Antonio Henrique P. Silveira (Brésil),
Sergio Díazgranados (Colombie)

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les administrateurs pour les États-Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des administrateurs principaux. Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.



BRÉSIL

Le programme de mobilité urbaine mis en place dans la petite ville de Maringá, dans l'État de Paraná, prévoit notamment la construction d'un couloir de bus de six kilomètres et de routes à chaussées séparées, ainsi que la mise en souterrain de la ligne ferroviaire traversant le centre-ville.
Photo : Guilherme Pupo.

I. RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS

Projets : Approbations des prêts, décaissements, flux nets et portefeuille actif

En 2016, la Banque a approuvé un total de 86 opérations de prêt à garantie souveraine pour un montant de financement total de 9,3 milliards de dollars. Le programme d'approbation des prêts à garantie souveraine comprenait 72 projets d'investissement pour un montant s'élevant à 6 milliards de dollars et 14 projets de prêts à l'appui de réformes pour un montant de 3,3 milliards. Les projets d'investissement comprennent 11 opérations d'un montant de 1,7 milliard de dollars au titre des lignes de crédit conditionnelles pour les projets d'investissement (Conditional Credit Lines for Investment Projects, CCLIP) ainsi qu'une opération réalisée en plusieurs étapes. En ce qui concerne les prêts à l'appui de réformes consentis dans le cadre du programme, quatre projets d'un montant de 900 millions de dollars correspondent aux opérations initiales et le reste aux opérations ultérieures¹.

Sur le total des prêts à garantie souveraine approuvés en 2016, 8,9 milliards de dollars ont été financés par le Capital ordinaire (CO) de la Banque. Par ailleurs, 20 projets ont été approuvés et financés à hauteur de 247 millions de dollars par le Fonds des opérations spéciales (FOS), et une opération a été approuvée au titre du Mécanisme de don de la BID pour un montant de 20 millions de dollars.

¹ Au cours de l'année, 56 prêts sans garantie souveraine préparés par la Inter-American Investment Corporation (SII) ont été inscrits aux livres de la Banque, pour un total de 1,8 milliard de dollars. Lorsque ce montant est ajouté au volume de 9,3 milliards de dollars prêts à garantie souveraine, ci-dessus, avec autres 205 millions de dollars des prêts sans garantie souveraine, le volume d'approbations de la Banque pour l'année a totalisé 11,3 milliards de dollars.

De plus, six nouvelles lignes de crédit conditionnelles pour les projets d'investissement ont été approuvées en 2016 pour un total de 3,5 milliards de dollars.

Après avoir culminé en 2009 en réponse à la crise économique mondiale, les approbations des opérations à garantie souveraine se sont stabilisées autour de 10,2 milliards de dollars par an (moyenne de 2012 à 2016).

La part des petits pays vulnérables des Groupes C et D dans le total des approbations a atteint 37 %, pourcentage qui a dépassé une fois encore l'objectif fixé au plan de la Neuvième Augmentation du Capital BID-9 (35 %).

En 2016, la Banque a continué de renforcer son rôle de principale source de financement multilatéral en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en particulier en termes de soutien aux pays des Groupes C et D.

Approbations par département géographique, secteur et groupe d'activité économique

En termes de départements géographiques, 39 % des financements approuvés ont été affectés aux pays d'Amérique centrale, au Mexique, au Panama et à la République dominicaine, 34 % aux pays du Cône Sud, 23 % aux pays du Groupe andin, et 4 % aux pays des Caraïbes.

En termes de secteurs, 34 % des financements approuvés ont été affectés au secteur des institutions pour le développement, 30 % au secteur de l'infrastructure et de l'énergie, 24 % au secteur social, 11 % au nouveau secteur du changement climatique et du développement durable et 1 % au secteur du commerce et de l'intégration.

Toutefois, ces approbations par secteur ne reflètent pas entièrement les progrès accomplis en matière de promotion de projets communs à plusieurs

Approbations en 2016 par groupe sectoriel^a

(en millions de dollars des États-Unis)



Infrastructures et Environnement

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS ^b	MONTANT	POURCENTAGE
Agriculture et développement rural	6	353	3%
Énergie	8	548	6%
Environnement et catastrophes naturelles	6	332	4%
Tourisme durable	2	58	1%
Transports	11	1 392	15%
Eau et assainissement	8	837	9%
Urbanisme et logement	2	170	2%
SOUS-TOTAL INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT	43	3 690	40%



Institutions pour le développement

Marchés financiers	6	1 650	18%
Sociétés privées et développement des PME	3	89	1%
Réforme / modernisation de l'État	11	1 470	16%
Sciences et technologies	1	30	0%
CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET FINANCE	21	3 239	35%



Intégration et Commerce

Commerce	2	84	1%
SOUS-TOTAL INTÉGRATION ET COMMERCE	2	84	1%



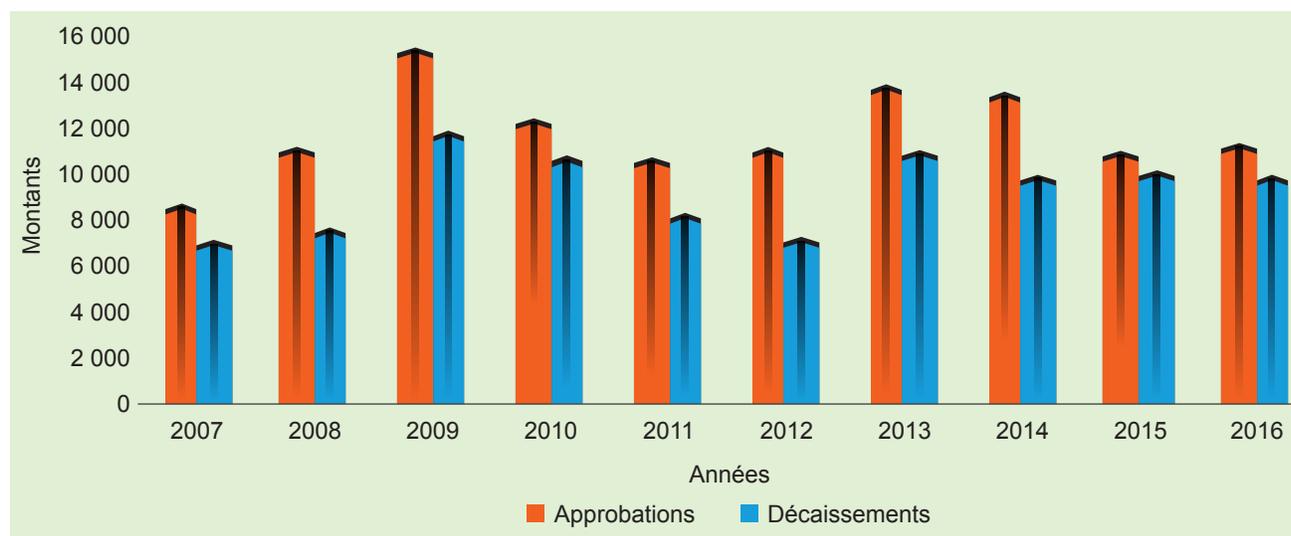
Secteur Social

Éducation	5	511	5%
Santé	5	341	4%
Investissements sociaux	10	1 399	15%
SOUS-TOTAL SECTEUR SOCIAL	20	2 251	24%

TOTAL	86	9 264	100%
--------------	-----------	--------------	-------------

^a Les totaux partiels ne correspondent pas nécessairement à la somme en raison de l'arrondissement. ^b N'inclut pas le Mécanisme de prêts conditionnels pour catastrophes naturelles en Équateur d'un montant de 160 millions de dollars octroyé à la suite du tremblement de terre d'avril 2016. Le décaissement provenait de nouvelles ressources d'un montant de 90 millions et 70 millions de dollars réaffectés d'autres prêts.

FIGURE I. Approbations et décaissements 2007-2016
(en millions de dollars des États-Unis)



secteurs et créneaux. En 2016, grâce à l'utilisation continue du système de « multiple comptabilisation » et aux efforts d'incitation à la création de ces synergies, 35 % du volume des opérations approuvées résultaient du travail commun des différentes unités opérationnelles.

En termes de groupe d'activité économique, 35 % des financements approuvés ont été affectés à l'assistance institutionnelle au développement, 40 % aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 24 % aux programmes du secteur social et 1 % aux programmes commerciaux et d'intégration. En termes de nombre de projets, 50 % des nouvelles opérations approuvées étaient liées aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 25 % à l'assistance institutionnelle au développement, 2 % à l'intégration et au commerce, et 23 % aux secteurs sociaux.

Le montant des projets financés par les prêts à garantie souveraine approuvés s'élevait à 11,6 milliards de dollars. Ce montant comprend 8,9 milliards de dollars financés par le Capital ordinaire de la Banque (CO), 247 millions par le Fonds des opérations spéciales (FOS), 20 millions par le Mécanisme de don de la BID, 69 millions par le fonds administré par la Banque, 322 millions en cofinancement et 2 milliards par d'autres sources et contributions locales.

Décaissements

Les décaissements de la Banque au titre des prêts à garantie souveraine ont totalisé 8,7 milliards de dollars en 2016,² dont 190 millions correspondaient aux décaissements au titre du Fonds des opérations spéciales et 116 millions au titre du Mécanisme de don de la BID.

Portefeuille actif des projets à garantie souveraine

À la fin de l'exercice 2016, le portefeuille actif des projets à garantie souveraine en exécution de la Banque comptait 608 opérations, dont le solde non décaissé s'élevait à 28,4 milliards de dollars. Sur le solde total non décaissé, 60 % correspondaient aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 17 % aux

² Cela inclut les ressources du Capital ordinaire de la Banque, du Fonds des opérations spéciales, du Mécanisme de don de la BID, du Fonds pour les technologies propres, du Fonds de financement chinois pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du Fonds canadien pour le climat destiné au secteur privé du continent américain, du Fonds stratégique pour le climat et du Mécanisme coréen de cofinancement du développement des infrastructures pour l'Amérique latine et les Caraïbes.



PÉROU – L'expansion du métro de Lima, l'un des plus importants projets d'infrastructure de la région, comprend la construction de 35 kilomètres de tunnels et de 35 stations, et permettront aux passagers de traverser de l'est de la zone métropolitaine à l'ouest en 45 minutes, par opposition à plus de deux heures il prend actuellement en voiture. Photo: Ministère des Transports et des Communications.

programmes destinés aux organismes de développement, 20 % aux programmes du secteur social et 3 % aux programmes commerciaux et d'intégration régionale. Les niveaux d'approbations plus élevés confirment la tendance à la hausse du portefeuille de la Banque.

Le volume du portefeuille s'est accru en moyenne de 34 % au cours des cinq dernières années par rapport à la période des cinq années précédentes. Le volume annuel moyen est passé de 37 milliards de dollars dans la période de 2007 à 2011 à 49,7 milliards dans la période de 2012 à 2016.

Compte tenu de la croissance du portefeuille de projets à garantie souveraine ces dernières années, mais aussi de l'importance accordée à l'exécution et la réalisation de résultats, la Banque a redoublé d'efforts pour identifier et gérer les projets problématiques et peu performants. Les entités en charge de l'exécution des projets ont bénéficié par ailleurs d'un soutien accru de la Direction dans le but de renforcer les activités de gestion de projets dans les domaines de la gestion fiduciaire et de la projection des décaissements.

Fonds multilatéral d'investissement

Au niveau opérationnel, 2016 a été une année fructueuse pour le MIF, avec l'approbation de 74 projets d'un montant total de 86 millions de dollars, dont 48,7 millions pour le financement d'opérations de coopération technique non remboursables et 37,3 millions pour le financement de prêts et d'opérations de placement.

Les opérations approuvées comprenaient trois projets pilotes faisant intervenir un nouvel instrument de coopération technique à remboursement conditionnel, issu du nouveau menu d'instruments financiers que le MIF proposera à ses clients à l'avenir.

En 2016, 45 % des projets approuvés étaient destinés aux pays des Groupes C et D, 40 % aux pays des Groupes A et B, et 15 % étaient des projets régionaux. À la fin de l'année 2016, le MIF détenait un portefeuille actif de 502 opérations pour un montant total de 654 millions de dollars.

Dons et coopération technique non remboursable

En 2016, la Banque gérait 73 fonds au titre des opérations de don et de financement des prêts, dont 19 programmes de développement stratégique financés par le Capital ordinaire (OC-SDP), 44 fonds fiduciaires à un ou plusieurs donateurs et dix fonds intermédiaires financiers (FIF). Le niveau total de ressources administrées par la Banque en 2016, totalisant environ 905 millions de dollars, a augmenté de 1 % par rapport à 2015.

S'agissant des opérations de coopération technique, 43 % de tous les projets approuvés en 2016 ont été financés avec les ressources de la Banque (par le biais des programmes OC-SDP), tandis que les 57 % restants ont été financés par des sources externes (fonds fiduciaires des donateurs et dons spécifiques aux projets). Sur le total des opérations de coopération technique approuvées en 2016, 76 % ont été consacrées au soutien des besoins spécifiques des clients et à l'appui de la préparation, de l'exécution ou de l'évaluation des opérations de prêt, tandis que 22 % étaient consacrés au financement des produits de recherche et de diffusion.

En 2016, dix dons au titre d'investissements ont été approuvés, pour un montant total de 45,1 millions de dollars. Le portefeuille actif actuel est constitué de 106 dons au titre d'investissements totalisant 1,1 milliard de dollars, avec un taux de décaissement de 42 %.

À la fin de 2016, le portefeuille actif de financement des dons comptait 1 563 opérations approuvées pour un montant de 2,1 milliards de dollars.

Cofinancement, partenariats stratégiques et mobilisation des ressources

Cofinancement. Le cofinancement représentait 2 milliards de dollars des ressources mobilisées en 2016, soit 85 % du total des ressources mobilisées par la BID pour l'année. Le gouvernement japonais a continué de soutenir les projets d'infrastructure, en s'engageant à verser 2 milliards de dollars supplémentaires au programme de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE). Le gouvernement chinois s'est engagé pour sa part à verser, à travers le fonds de cofinancement chinois, 142 millions

de dollars en faveur de cinq projets en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Panama, ainsi que pour les efforts régionaux. Ces projets visaient notamment à traiter des problématiques comme le financement des logements sociaux au Costa Rica, le soutien à l'utilisation de combustibles fossiles plus propres dans la part relative des différentes sources d'énergie au Panama, l'accroissement de la puissance installée d'énergie hydroélectrique en Colombie et la création d'une plateforme d'investissement en faveur du développement durable dans la région. Le Ministère coréen de la stratégie et des finances a également largement contribué à ce chiffre, en s'engageant à consacrer 25 millions de dollars à la création du Mécanisme de cofinancement coréen pour le développement de l'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes (KIF).

Partenariats non traditionnels. Consciente de l'intérêt grandissant parmi les acteurs non traditionnels du développement pour la participation aux activités de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, la Banque a poursuivi l'élargissement des possibilités de collaboration. Par exemple, le travail de la Banque en matière de changement climatique a été soutenu par un partenariat avec la fondation mexicaine Selva Negra dans le but de promouvoir la protection de l'environnement.

Dans le domaine académique, la Banque a élargi ses relations avec certaines institutions telles que l'école de commerce IESE en Espagne, afin d'explorer les opportunités dans le contexte du programme Villes émergentes et durables de la BID, en travaillant sur des événements, ateliers, conférences et produits de la connaissance visant à faire progresser le développement urbain durable.

Mobilisation des ressources. Au 31 décembre 2016, le montant total des ressources mobilisées par le bureau des partenariats stratégiques de la Banque s'élevait à 2,3 milliards de dollars. Au total, 157 opérations et 107 partenaires actifs ont permis d'atteindre ce chiffre. Sur ce montant, plus de 344 millions de dollars étaient destinés au financement des dons et 2 milliards au cofinancement.

D'autre part, 40 accords institutionnels ont été signés avec divers partenaires pour faire progresser et renforcer les partenariats visant à promouvoir les priorités stratégiques de la Banque.

TABLEAU I. Approbations et décaissements annuels (2016) et cumulés (1961-2016)^{ab} (en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Coût total des projets				Approbations ^d				Décaissements					
	Montant total ^e		Montant total		Capital ordinaire		Fonds des opérations spéciales		Fonds des opérations spéciales		Capital ordinaire		Fonds des opérations spéciales	
	2016 ^f	1961-2016	2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016	2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016	1961-2016
Argentine	\$ 1 588,6	\$ 64 177,3	\$ 1 549,0	\$ 36 808,1	\$ 36 114,2	\$ 644,9	\$ 49,0	\$ 32 486,7	\$ 1 143,4	\$ 31 792,8	\$ 644,9	\$ 49,0	\$ 31 792,8	\$ 644,9
Bahamas	50,0	1 126,8	25,0	788,8	788,8	—	2,0	648,1	18,6	646,1	—	2,0	646,1	—
Barbade	34,0	1 202,1	34,0	774,2	694,5	38,2	41,5	642,2	21,4	580,3	38,2	41,5	580,3	38,2
Belize	10,2	318,2	10,0	239,3	239,3	—	—	182,6	4,7	182,6	—	—	182,6	—
Bolivie	770,7	9 544,0	695,0	6 726,3	3 761,7	2 888,9	75,7	5 343,0	369,1	2 625,5	2 641,8	75,7	2 625,5	2 641,8
Brésil	1 676,1	135 909,7	1 335,4	50 778,9	49 026,0	1 555,4	197,5	42 913,1	1 492,6	41 172,2	1 555,4	197,5	41 172,2	1 555,4
Chili	383,2	19 192,4	467,0	7 894,7	7 516,9	203,7	174,1	6 914,8	313,1	6 605,3	203,7	174,1	6 605,3	203,7
Colombie	969,3	37 913,9	1 403,1	22 683,4	21 724,5	748,0	210,9	20 672,1	1 140,0	19 810,7	748,0	210,9	19 810,7	748,0
Costa Rica	—	10 101,3	54,0	5 366,5	4 799,8	343,9	222,8	4 094,8	205,1	3 588,1	343,9	222,8	3 588,1	343,9
Équateur	380,0	14 919,1	518,0	9 829,5	8 592,0	943,8	293,7	9 085,5	664,5	7 888,2	943,8	293,7	7 888,2	943,8
El Salvador	30,0	7 705,0	44,8	5 494,6	4 540,5	758,7	195,4	4 942,4	172,2	3 998,7	758,7	195,4	3 998,7	758,7
Guatemala	310,0	7 410,8	430,0	5 771,2	4 960,6	742,7	67,9	5 088,9	168,9	4 295,2	725,8	67,9	4 295,2	725,8
Guyana	40,0	1 645,8	40,0	1 392,9	327,8	1 058,2	6,9	1 210,2	8,6	224,1	979,2	6,9	224,1	979,2
Haiti	20,0	2 655,9	20,0	2 818,9	7,0	1 093,8	1 718,1	2 328,0	117,4	7,0	1 093,8	1 718,1	2 328,0	1 093,8
Honduras	172,3	6 814,9	209,0	4 769,6	2 049,0	2 652,0	68,6	4 338,2	173,7	1 772,0	2 502,4	68,6	1 772,0	2 502,4
Jamaïque	180,0	5 294,8	170,8	3 876,9	3 489,5	161,7	225,7	3 648,9	250,3	3 285,4	161,7	225,7	3 285,4	161,7
Mexique	1 995,0	79 365,7	2 062,0	38 144,0	37 195,7	559,0	389,3	33 905,2	1 376,3	33 121,2	559,0	389,3	33 121,2	559,0
Nicaragua	296,5	6 057,4	214,3	4 250,8	1 315,2	2 815,8	119,8	3 616,0	187,6	970,1	2 575,6	119,8	3 616,0	970,1
Panama	1 115,1	15 938,5	747,0	6 124,9	5 664,4	279,8	180,7	5 416,1	525,6	5 062,8	279,8	180,7	5 062,8	279,8
Paraguay	150,0	6 084,1	255,0	4 464,7	3 697,6	690,7	76,4	3 191,2	179,1	2 520,6	641,8	76,4	2 520,6	641,8
Pérou	595,1	36 227,4	181,0	12 463,9	11 787,0	424,5	252,4	10 731,1	519,0	10 084,2	424,5	252,4	10 084,2	424,5
République dominicaine	290,0	9 193,7	360,0	6 450,5	5 657,7	706,1	86,7	5 957,1	471,0	5 164,3	706,1	86,7	5 164,3	706,1
Suriname	70,0	835,3	70,0	678,7	622,3	6,4	50,0	611,1	83,1	554,7	6,4	50,0	554,7	6,4
Tринит-ет-Тобаго	—	2 793,7	15,0	2 056,5	2 000,7	30,6	25,2	1 684,9	68,0	1 629,1	30,6	25,2	1 629,1	30,6
Uruguay	451,8	11 140,7	396,5	8 146,1	7 771,2	103,5	271,4	6 253,3	291,2	6 005,8	103,5	271,4	6 005,8	103,5
Venezuela	—	19 643,0	—	6 842,8	6 668,5	101,4	72,9	6 387,2	79,1	6 212,9	101,4	72,9	6 212,9	101,4
Région	40,0	25 516,3	40,0	4 468,4	4 218,4	229,1	20,9	3 806,1	25,0	3 568,6	226,6	20,9	3 568,6	226,6
TOTAL	\$11 567,7	\$538 727,6	\$11 345,9	\$260 105,1	\$235 228,8	\$19 780,8	\$5 095,5	\$226 098,8	\$10 068,6	\$203 358,5	\$18 996,6	\$3 743,7	\$203 358,5	\$18 996,6

^a Montants cumulés après annulations et ajustements de change. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

^b Inclut les prêts sans garantie souveraine, nets des participations, et les garanties; le cas échéant.

^c Inclut les prêts et financements du Mécanisme de don de la BID.

^d N'inclut pas les lignes de crédit approuvées et les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial (Trade Finance Facilitation Program).

^e N'inclut pas les lignes de crédit préventives pour les projets de développement durable.

^f Seulement les projets à garantie souveraine. N'inclut pas l'approbation des prêts conditionnels pour catastrophes naturelles approuvés.

TABLEAU II. Dix ans d'opérations, 2007-2016 (en millions de dollars des États-Unis)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CAPITAL										
Souscriptions (fin d'exercice)										
Capital ordinaire ^a	100 953	100 938	104 980	104 980	104 980	116 862	128 780	144 174	156 864	170 916
Fonds des opérations spéciales ^a	9 640	9 636	9 762	10 000	10 069	10 142	10 179	10 204	10 231	10 232
Autres fonds ^b	3 274	3 422	4 162	4 459	4 823	5 340	5 572	6 200	6 621	6 639
Total	113 867	113 996	118 904	119 439	119 872	132 344	144 531	160 578	173 716	187 787
EMPRUNTS^c										
Encours (fin d'exercice)	44 854	44 624	57 641	61 124	59 630	65 513	66 729	74 938	77 657	79 298
Emprunts annuels bruts	6 089	11 069	17 886	13 719	6 798	12 067	15 763	20 928	18 789	15 584
OPÉRATIONS										
Prêts et garanties approuvés (cumulés)^d										
Capital ordinaire ^e	135 006	148 991	162 533	176 180	186 041	196 302	208 582	218 784	226 930	235 229
Fonds des opérations spéciales	18 525	18 519	18 870	19 054	19 204	19 486	19 622	19 558	19 571	19 781
Autres fonds ^k	1 772	1 755	1 768	1 791	1 877	1 940	2 210	2 866	3 229	3 384
Total	155 303	169 265	183 171	197 025	207 122	217 728	230 414	241 208	249 730	258 394
Prêts et garanties approuvés (annuels)^f										
Capital ordinaire ^{e,f}	8 577	11 085	15 278	12 136	10 400	10 799	13 290	12 652	10 404	10 803
Fonds des opérations spéciales	152	138	228	297	181	320	251	300	282	247
Autres fonds ^k	6	3	1	31	90	60	270	677	388	275
Total	8 735	11 226	15 507	12 464	10 671	11 179	13 811	13 629	11 074	11 325
Remboursements des prêts (annuels)^g										
Capital ordinaire ^e	6 725	7 149	11 424	10 341	7 902	6 882	10 558	9 423	9 719	9 600
Fonds des opérations spéciales	393	415	414	398	368	317	322	301	310	190
Autres fonds ^k	6	44	13	34	—	50	143	238	182	162
Total	7 124	7 608	11 851	10 773	8 270	7 249	11 023	9 962	10 211	9 952
Remboursements des prêts (annuels)^g										
Capital ordinaire	5 265	4 740	4 542	5 598	4 601	4 571	8 462	5 213	5 132	6 023
Fonds des opérations spéciales	275	229	220	214	195	196	222	187	184	184
Autres fonds	4	4	5	5	6	6	8	8	8	45
Total	5 544	4 973	4 767	5 817	4 802	4 773	8 692	5 408	5 324	6 252
Encours des prêts										
Capital ordinaire	47 954	51 173	58 049	63 007	66 130	68 640	70 679	74 585	78 745	81 952
Fonds des opérations spéciales	3 966	4 101	4 317	4 004	4 162	4 277	4 364	4 418	4 502	4 510
Autres fonds	96	126	135	156	142	184	317	534	698	806
Total	52 016	55 400	62 501	67 167	70 434	73 101	75 360	79 537	83 945	87 268
Financements de dons approuvés (annuels)^h										
Capital ordinaire	37	68	94	86	93	93	148	123	112	102
Fonds des opérations spéciales	34	43	33	36	—	—	—	—	—	—
Mécanisme de don de la BID ⁱ	50	50	122	251	241	245	188	214	190	20
Autres fonds	92	109	283	457	311	187	256	374	200	181
Total	213	270	532	830	645	525	592	711	502	303
Fonds multilatéral d'investissement										
Opérations approuvées (annuelles) ^j	135	178	119	122	108	97	112	94	90	86
ADMINISTRATION										
Frais administratifs										
Total - Fonds de la banque	564	501	542	584	618	683	837	688	791	696

^a Net des souscriptions au capital à recevoir d'un montant de 24 millions et 10 millions de dollars (75 millions et 10 millions en 2015) pour le Capital ordinaire et les Fonds des opérations spéciales, respectivement.

^b Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. N'inclut pas les fonds dissous.

^c Encours des emprunts à moyen et long terme nets des primes non amorties (avant swaps et ajustements par référence au marché). Emprunts bruts annuels à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.

^d Nets des annulations. Inclut les ajustements de change.

^e Net des participations aux prêts sans garantie souveraine.

^f En 2009, inclut 800 millions de dollars d'approbations de prêts annulées durant l'année.

^g Basés sur les montants initiaux équivalents en dollars des États-Unis.

^h Inclut le financement du Programme d'entrepreneuriat social (Social Entrepreneurship Program), la coopération technique, les programmes spéciaux, les projets spécifiques et autres dons. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.

ⁱ En 2010, n'inclut pas 144 millions de soldes de prêts non décaissés transférés du Fonds des opérations spéciales et convertis en dons.

^j Inclut la coopération technique, les prêts et les placements en actions, ainsi que les augmentations d'opérations déjà existantes.

^k N'inclut pas le Mécanisme de don de la BID.



ÉQUATEUR

La deuxième phase du programme d'assistance technique au profit des populations autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact porte sur les normes de santé pour les communautés vivant dans les régions frontalières de l'Organisation du traité de coopération amazonienne : Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela. Photo : Omar Arregui Gallegos.

II. FAITS SAILLANTS PAR SECTEUR

Secteur des institutions pour le développement (IFD)

En 2016, l'IFD a poursuivi la consolidation d'un programme d'opérations et d'activités en phase avec la *institutional strategy* de la Banque, ainsi qu'avec les défis qui se posent en matière de productivité et d'innovation, d'inclusion et d'équité sociale et d'intégration économique, lesquels s'ajoutent aux problématiques intersectorielles liées au renforcement des capacités institutionnelles et à la primauté du droit, l'égalité entre les sexes et la diversité, ainsi que le changement climatique et la durabilité.

En termes de gestion fiscale et municipale, les efforts portaient sur le soutien de la région par le biais d'investissements conçus pour renforcer les finances publiques aux niveaux nationaux et infranationaux. Ces initiatives ont ouvert la voie en particulier à : l'amélioration des niveaux de recettes fiscales et de l'efficacité de la gestion de ces recettes, l'adoption de mesures de contrôle des dépenses publiques et l'encouragement de la transparence du secteur financier par le biais de mesures de politique générale visant à prévenir le blanchiment d'actifs. Des analyses ont été menées en vue de déterminer les conséquences du changement démographique et son effet sur le volume et la structure des dépenses publiques, ainsi que son impact sur la croissance économique des 30 prochaines années.

En ce qui concerne le renforcement des capacités institutionnelles de l'État, l'année 2016 a été marquée par l'intensification des efforts d'intervention dans des domaines particulièrement cruciaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes, comme la transparence/la lutte contre la corruption, la sécurité des citoyens et le plan d'action numérique. D'autre part, le plan d'action en matière de connaissances a été développé, donnant lieu à des études frontalières sur des questions telles que le coût de la violence et de l'insécurité dans les pays de la région, et un projet pilote a été mené pour élaborer un indice de mesure de la qualité des services

publics. Enfin, des programmes de formation ont été réalisés sur les moyens d'améliorer la qualité des services publics et l'efficacité de l'État dans la lutte contre la criminalité.

Dans le domaine des marchés de capitaux et des institutions financières, la Banque a œuvré pour l'innovation des produits financiers et l'élaboration de programmes visant à optimiser l'influence du secteur privé dans le financement des projets d'infrastructure, principalement dans le domaine des énergies propres et renouvelables. Elle a aussi travaillé sur des projets destinés à soutenir l'inclusion financière et à combler le fossé numérique, ainsi qu'à améliorer l'efficacité d'utilisation des ressources consacrées au financement d'un développement productif durable et inclusif. Ces objectifs ont été atteints grâce à l'utilisation conjuguée de programmes d'investissement, de programmes de réforme des politiques publiques et institutionnelles et de l'assistance technique. Il convient de souligner en particulier le travail réalisé avec plus de 15 banques nationales de développement dans la région pour élaborer des stratégies financières innovantes telles que les émissions de garanties, d'assurances et d'obligations vertes visant à promouvoir les investissements dans les projets ayant la capacité d'atténuer le changement climatique. Dans le domaine de l'inclusion financière, le secteur a aidé les pays à développer et implémenter des applications et d'autres mécanismes numériques conçus pour élargir l'accès à des services financiers de bonne qualité pour les foyers à faible revenu et les PME.

Dans le domaine de la compétitivité et l'innovation, la priorité était à la création et la diffusion efficace de nouvelles connaissances qui pouvant contribuer à l'amélioration de la productivité au niveau des entreprises, ainsi que dans les secteurs de la production et des services, notamment par le soutien à l'entrepreneuriat autochtone au Chili, l'innovation au service de la productivité au Panama et le soutien de la promotion, de la diversification et de l'innovation commerciales à Guyana. La Banque a apporté une assistance technique dans les pays d'Amérique centrale, des Caraïbes

et du Cône Sud à l'appui du renforcement des politiques publiques d'innovation et de soutien aux PME, des meilleures pratiques en matière de partenariats public-privé et d'intégration de systèmes satellites pour améliorer la productivité.

Secteur de l'infrastructure et de l'énergie (INE)

En 2016, la Banque a continué de soutenir la prestation de services d'infrastructure durables et de haute qualité dans la région. L'amélioration des réseaux routiers primaires, secondaires et tertiaires dans les pays tels que l'Argentine, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, la promotion des investissements privés dans les services d'infrastructure en Colombie, ainsi que la diversification des matrices énergétiques et l'amélioration de l'efficacité énergétique en Barbade, en Colombie, au Chili, en Équateur et en Jamaïque, contribueront à une hausse des niveaux de productivité dans ces pays.

Au cours de l'année, la Banque a travaillé sur des projets d'infrastructure qui favorisent l'intégration économique en Amérique latine et dans les Caraïbes, en structurant le projet de Tunnel international du col d'Agua Negra entre l'Argentine et le Chili, en développant les infrastructures aéroportuaires aux Bahamas, en renforçant le système de transmission au Nicaragua dans le but d'accroître les échanges d'électricité dans le marché d'Amérique centrale, et en mettant en œuvre le programme d'assainissement du lac Titicaca, qui cible le bassin binational entre la Bolivie et le Pérou.

De la même façon, la Banque a soutenu la réduction des inégalités d'accès aux services d'infrastructure, comme dans le cas des projets d'eau et d'assainissement et d'électrification rurale en Argentine, en Bolivie, au Brésil et en Uruguay. D'autre part, la Banque a élargi en 2016 son rôle de coordinateur de l'initiative mondiale Énergie durable pour tous (SE4All) des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ayant pour vocation l'accès universel à des services énergétiques durables.

La durabilité de l'environnement est restée l'un des enjeux prioritaires dans la conception de projets d'infrastructure, que ce soit sous la forme du traitement des eaux usées en Argentine, en Bolivie et au Panama, ou de la gestion des déchets solides au Belize. Par ailleurs, en 2016, la Banque a poursuivi son action d'intégration d'activités spécifiques liées à l'adaptation aux

changements climatiques et leur atténuation dans le cadre de la conception de projets d'infrastructure. Près de 80 % des opérations approuvées en 2016 dans le secteur de l'infrastructure étaient axées sur le changement climatique et/ou la durabilité de l'environnement.

La Banque a également poursuivi la mise en œuvre de la plateforme Hydro-BID qui permet de simuler l'impact du changement climatique sur les ressources en eau, ainsi que le modèle du Fonds pour l'eau, qui rend possible la préservation des sources d'eau.

Créé en 2016, le mécanisme canadien de l'industrie extractive (CANEF) vise à apporter des solutions innovantes et durables aux défis rencontrés dans le secteur de l'industrie extractive en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les domaines sociaux, économiques et environnementaux. Dans un premier temps, l'action menée dans le cadre de cette initiative portera sur trois pays : la Colombie, la République dominicaine et le Pérou.

Il convient également de noter la valeur ajoutée apportée par le soutien de la Banque au renforcement des capacités institutionnelles des ministères par secteur et des opérateurs de services d'infrastructure, en soutenant notamment les processus de réforme énergétique au Suriname et au Chili, le renforcement de la durabilité opérationnelle des opérateurs de services d'eau et d'assainissement grâce à la mise en œuvre de l'outil AquaRating en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au El Salvador, au Mexique et au Pérou, ainsi que la mise en œuvre de l'initiative régionale pour le recyclage inclusif.

Secteur des changements climatiques et du développement durable (CSD)

En 2016, les efforts du nouveau secteur CSD se sont portés sur les arrangements institutionnels favorisant une approche intersectorielle : consolidation des questions de durabilité sous la nouvelle direction, ajustements importants des instruments internes visant à renforcer la durabilité sociale et environnementale des opérations du Groupe BID, et mécanismes à l'appui des arrangements institutionnels pour la durabilité dans la région.

À la fin du mois de mars, le Conseil d'administration a approuvé la proposition de la Banque de consolider dans un seul secteur les fonctions de développement durable, ainsi que les ressources et l'expertise en la matière, comme étape majeure de l'élaboration à la fois

une vision convaincante de la transition de la région vers le développement durable et d'une structure interne plus efficace, mieux apte à répondre aux besoins de nos clients externes. Les domaines du développement urbain, du tourisme, du développement rural, de la gestion des risques de catastrophe, du changement climatique et de l'environnement sont consolidés sous ce nouveau secteur.

Des ajustements ont été apportés aux instruments internes pour renforcer l'intégration intersectorielle des questions de durabilité et de changement climatique dans toutes les opérations du Groupe BID. Il convient de noter à cet égard l'utilisation du suivi de financement climatique, une méthode qui mesure la contribution de chaque opération de soutien du Groupe BID dans la lutte des pays contre le changement climatique.

Cet outil est aligné sur la résolution des gouverneurs et sur l'objectif du Groupe BID visant à affecter, d'ici à 2020, 30 % du financement approuvé chaque année pour les mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience. Il est aussi étroitement lié au processus de sélection préalable visant à intégrer la résilience dans les projets de la Banque. Parmi les autres progrès accomplis en 2016, une ligne de crédit conditionnelle pour les projets d'investissement (Conditional Credit Line for Investment Projects, CCLIP) a été approuvée dans le but de faciliter les actions multisectorielles et intersectorielles sans engendrer de problème institutionnel lors de l'exécution. Enfin, l'intégration intersectorielle nécessite un alignement sur les questions de durabilité au moment de la programmation avec les pays. Pour cette raison, une attention particulière a été portée aux défis liés au climat et aux moyens d'y répondre en élaborant les cinq stratégies nationales approuvées en 2016.

Le mécanisme colombien des énergies durables, un fonds multidonateur ayant pour vocation de soutenir les projets et programmes visant à maximiser les avantages environnementaux, économiques et sociaux en Colombie, a été approuvé en octobre 2016. Au-delà de la promotion du financement (y compris des ressources concessionnelles) au service d'un développement rural résilient et à faible émission de carbone, de la durabilité de l'environnement et du renforcement des capacités locales, le dispositif d'exécution du mécanisme colombien des énergies durables encourage la collaboration multisectorielle. Ce mécanisme exemplifie par conséquent le type d'arrangement institutionnel conçu pour permettre aux pays d'adopter une approche intersectorielle au développement durable.

Secteur social (SCL)

En 2016, SCL a concentré son action sur l'aide aux pays emprunteurs en exécutant des activités innovantes, en créant des connaissances pertinentes pour les opérations de la Banque par le biais de publications ciblées et en faisant avancer les questions de l'égalité des sexes et de la diversité. En 2016, le Fonds social (SOF) et le Fonds pour l'égalité des sexes et la diversité (GDF) ont promu conjointement : i) le soutien à la création de prêts de portefeuille d'un montant d'environ 3,6 milliards de dollars ; ii) le renforcement institutionnel visant à améliorer la capacité de montage et d'exécution des prêts ; iii) le soutien à l'augmentation du nombre de prêts à garantie souveraine pour l'égalité des sexes, ce qui s'est traduit par une augmentation du pourcentage de ce type de prêts ayant un impact sur la mixité ; iv) le montage de prêts à garantie souveraine comprenant des éléments identitaires pour les populations autochtones et afrodescendantes et v) la production de nouvelles données factuelles et connaissances de premier plan grâce à un travail d'analyse rigoureux.

Parmi les prêts approuvés en 2016 dans les quatre domaines d'intervention prioritaires du secteur, il convient de citer le projet du Système national de soins intégrés en Uruguay, pour la protection sociale et la santé, qui s'attache à renforcer l'accès aux soins pour les populations vulnérables, notamment les enfants de 0 à 12 ans, les personnes handicapées et les personnes âgées qui ne peuvent pas vivre de façon autonome. Dans le domaine de l'éducation, le projet d'aide au développement de la petite enfance en République dominicaine comportera un volet d'évaluation de l'impact donnant lieu à des améliorations sur le plan du développement cognitif, des compétences verbales et motrices, du développement social et de la croissance physique. Dans le cadre du projet Développement des compétences professionnelles actuelles et futures aux Bahamas, exemple du travail de la Banque dans le domaine des marchés du travail, la BID s'est engagée à financer trois conseils sectoriels pour les compétences, sous la supervision directe du secteur privé, ainsi qu'un mécanisme de don correspondant par le biais duquel les entreprises présenteront au gouvernement des propositions de partage des coûts associés aux programmes de formation professionnelle. Dans le domaine de l'égalité des sexes et de la diversité, le projet Ciudad Mujer au Honduras permettra la construction, dans quatre

provinces, de centres offrant des conseils à l'emploi, des services d'hygiène sexuelle et de santé génésique, ainsi que la prévention de la violence faite aux femmes et le traitement des victimes de tels actes.

Secteur du commerce et de l'intégration (INT)

En 2016, INT a mené des recherches sur les politiques visant à soutenir et enrichir le dialogue entamé par la Banque sur l'intégration et le commerce avec ses clients souverains. Le secteur a réalisé par ailleurs des études innovantes sur les relations commerciales extra-régionales, en particulier avec les pays d'Asie, ainsi que sur les infrastructures et l'intégration financières dans les pays de l'Alliance du Pacifique, et les initiatives de facilitation du commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes, réalisant par là même une série d'ouvrages sur les coûts commerciaux.

Afin de compléter ses activités opérationnelles et de connaissance, et de renforcer la collaboration institutionnelle, INT a continué de soutenir les initiatives et les partenariats stratégiques visant à consolider son plan d'action dans la région, en apportant notamment un soutien technique et institutionnel à destination de l'Alliance du Pacifique, de l'IIRSA-UNASUR et de la Caricom. Le secteur a renforcé sa coopération stratégique sur les questions d'intégration avec la Banque asiatique de développement (coopération Sud-Sud), l'Organisation mondiale des douanes (programme de modernisation des douanes), l'Organisation mondiale du commerce (programme Aide pour le commerce), ainsi que l'OCDE et le Forum économique mondial en soutenant les projets d'investissement et d'échange commercial.

Dans le but de stimuler le dialogue sur l'intégration régionale, le secteur a organisé des conférences de premier plan comme la huitième réunion annuelle des ministres de la finance des Amériques et des Caraïbes et la douzième réunion continentale du réseau du commerce et de l'intégration du dialogue stratégique régional de la BID, auquel ont participé les ministres et ministres adjoints du commerce et/ou de l'économie, ainsi que les directeurs des organismes de promotion de l'investissement dans la région. En 2016, INT a également continué de renforcer la diffusion et l'utilisation des bases de données du secteur, en particulier par le biais de la INTrade platform.

Activités intersectorielles

Système andin d'interconnexion électrique (SINEA).

La Banque a continué de soutenir le dialogue technique et stratégique sur le projet SINEA, en étroite coordination avec la Communauté andine et le Comité andin des organismes d'établissement des politiques et de réglementation des services d'électricité (CANREL). La BID a également contribué à l'harmonisation de la réglementation pour le bloc sous-régional représenté par la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Dans le domaine des infrastructures, une étude préliminaire du projet d'interconnexion électrique de 500 kV, financée par la BID, a été conclue de manière satisfaisante et approuvée par le Pérou et l'Équateur. Un deuxième projet de coopération technique d'un montant d'1 million de dollars a été approuvé pour financer d'autres études et activités de renforcement des institutions pour les ministères de l'énergie (planification) et les organismes de réglementation du secteur.

Alliance du Pacifique. Lors du sommet de Puerto Varas, l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique et Pérou) a considérablement progressé vers la promotion de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes entre les pays membres, en particulier grâce à : (i) l'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord-cadre de l'Alliance du Pacifique, qui établit la zone de libre-échange de l'Alliance du Pacifique ; (ii) l'institutionnalisation de la plateforme pour la mobilité académique et étudiante ; (iii) l'interopérabilité des interfaces uniques de commerce international des quatre pays ; (iv) la définition du cadre opérationnel d'immatriculation professionnelle de la profession d'ingénieur ; (v) la consolidation du fonds de capital-risque ; (vi) le lancement de l'Observatoire régional des PME, et (vii) la signature d'un protocole d'entente sur l'Autoroute du traitement des demandes de brevet, entre autres réalisations. Dans tous ces cas, la Banque a fourni un soutien technique et financier aux pays de l'Alliance.

Durabilité et environnement. Le mécanisme pour la paix et le développement durable en Colombie a été approuvé en octobre par le Conseil d'administration de la Banque. La BID sera responsable de l'administration technique et fiduciaire de ce mécanisme, tandis que le financement proviendra de donateurs internationaux, avec un potentiel de mobilisation de 600 millions de dollars. Le gouvernement colombien

a annoncé qu'il verserait une contrepartie de 100 millions de dollars pour le cofinancement des projets entrepris au titre de ce mécanisme. Au Pérou, avec la stratégie nationale sur les forêts et le changement climatique, la BID a continué de soutenir les négociations entre les gouvernements péruvien et norvégien afin d'établir des accords de coopération.

Compete Caribbean. La Banque a approuvé la phase deux du fonds de coopération avec Compete Caribbean, avec l'affectation initiale de 34,9 millions de dollars qui seront financés par Affaires mondiales Canada (AMC), le Ministère du développement international du Royaume-Uni (Department for International Development, DFID) et la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

Intégration énergétique et Système d'interconnexion électrique des pays d'Amérique centrale (SIEPAC). Le marché régional de l'énergie a continué de gagner du terrain en 2016. Les échanges commerciaux énergétiques entre les pays d'Amérique centrale ont quadruplé, et les estimations préliminaires des retombées économiques se chiffrent à 461 millions de dollars en près de trois ans d'existence. En établissant la Commission d'interconnexion entre le Mexique et SIEPAC, la région a fait un grand pas en avant vers l'intégration entre le marché régional de l'énergie et le marché mexicain de l'électricité. La Banque a pris des dispositions pour le financement de coopération technique à l'appui du renforcement et de l'expansion possible du marché. Les possibilités d'interconnexion du Belize ont également fait l'objet d'une étude dont les résultats seront pris en compte pour définir la politique énergétique du pays.

Intégration des infrastructures de transport et de logistique. En 2016, les initiatives de modernisation des infrastructures logistiques de la région se sont poursuivies, en particulier : (i) la poursuite de l'élaboration des plans de logistique nationaux du El Salvador, du Nicaragua et du Belize, et l'achèvement des plans du Honduras et du Guatemala ; (ii) l'établissement de l'Observatoire méso-américain de la logistique du transport de marchandises, avec notamment la création d'un référentiel numérique contenant plus de 600 études, et la réalisation d'enquêtes régionales sur les coûts de la logistique et les performances en matière de transport terrestre de marchandises ; (iii) la conception d'une étude pilote pour la mise en

œuvre de solutions de transport maritime de courte distance en Méso-Amérique dans le but d'établir un service bihebdomadaire entre Puerto Chiapas et Puerto Quetzal en 2017 ; (iv) le soutien technique et financier au développement et à la validation du cadre directeur régional sur la mobilité et la logistique, et (v) le lancement d'une étude de diagnostic sur le transport aérien régional en Méso-Amérique.

Initiative méso-américaine sur la santé. En 2016, la Banque a continué de soutenir la mise en œuvre d'opérations au Belize, au El Salvador, au Honduras et au Nicaragua. La mise en œuvre de la deuxième phase de l'initiative a commencé au Mexique, au Panama, au Guatemala et au Costa Rica, ce qui représente un investissement total de 46,2 millions de dollars (28,3 millions provenant de l'initiative et 17,9 millions de la contrepartie locale). Des dons ont été consentis à 1 600 médecins, personnels infirmiers et autres professionnels de la santé au Costa Rica, au El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Panama, pour leur permettre de suivre des formations diplômantes en ligne. En ce qui concerne le travail effectué avec les organismes régionaux, un projet de coopération technique (400 000 dollars) est en cours avec le secrétariat général du Conseil des ministres de la santé de l'Amérique centrale afin de soutenir la politique de santé régionale en Amérique centrale et en République dominicaine, en se concentrant sur certains aspects particuliers comme la fourniture et la distribution de médicaments.

Plan de l'Alliance pour la prospérité du Triangle du Nord. La BID a continué en 2016 d'assurer des fonctions de secrétariat technique du Plan de l'Alliance, en apportant un soutien et des services de conseil technique aux autorités du El Salvador, du Guatemala et du Honduras en ce qui concerne la mise en œuvre du plan. Au cours de l'année, des efforts ont été déployés pour coordonner le soutien des donateurs au plan, en plus du soutien spécifique apporté pour favoriser les discussions avec les interlocuteurs intéressés tels que la branche exécutive et le Congrès des États-Unis, ainsi que les membres de la société civile. Un soutien est également fourni aux gouvernements et représentants du secteur privé des pays concernés dans la préparation et le lancement d'un mécanisme visant à attirer un volume plus important d'investissements privés, en particulier dans les domaines des infrastructures logistiques et de l'énergie.

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2016
(en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type ^a	Montant
Argentine	Eau et assainissement de l'agglomération urbaine de Buenos Aires	ESP	320
	Gestion des maladies chroniques non transmissibles	ESP	100
	Programme de services agricoles provinciaux IV	ESP	100
	Développement des capacités et de la sécurité routière pour les exportations	ESP	300
	Développement des zones métropolitaines en dehors de la capitale II	GOM	80
	Mesures d'urgence en cas d'inondation	IRF	20
	Renforcement institutionnel du Ministère des finances	ESP	13
	Renforcement de l'administration provinciale	ESP	120
	Soutien à la mise en place d'un système de commerce international intégré	ESP	74
	Barbade	Déploiement de carburants plus propres et d'énergies renouvelables	ESP
Bahamas	Développement des compétences professionnelles actuelles et futures	ESP	25
Belize	Gestion des déchets solides II	ESP	10
Bolivie	Réforme des secteurs de l'eau, de l'assainissement et des ressources en eau	PBP	90
	Programme d'irrigation national par l'aménagement des bassins versants III	GOM	158
	Gestion des risques de catastrophe II	PBP	100
	Régularisation des terres rurales et délivrance de titres de propriété	ESP	60
	Évacuation des eaux pluviales dans les villes de La Paz et El Alto III	GOM	30
	Programme d'électrification rurale II	GOM	100
	Programme d'assainissement du lac Titicaca	GOM	77
	Soutien à l'emploi II	ESP	40
	Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments II	ESP	25
	Brésil	Assainissement de l'environnement et aménagement des terres de Brasília II	ESP
Amélioration de la qualité de l'éducation à Porto Alegre		ESP	81
Mobilité urbaine durable à Santo Andre		GOM	25
Expansion et amélioration des soins de santé spécialisés dans l'État de Ceará II		ESP	123
Programme national de développement du tourisme à Salvador		ESP	53
Renforcement des réseaux d'inclusion sociale et de soins de santé à Fortaleza		ESP	65
Financement des investissements productifs et durables		GCR	750
Chili	Financement pour un développement productif	GCR	120
	Développement et promotion des populations autochtones	ESP	40
	Soutien à la promotion de l'intégrité et de la transparence II	PBP	100
Colombie	Énergies durables	PBL	100
	Gestion de l'énergie à San Andrés, Providencia et dans l'archipel de Santa Catalina	ESP	10
	Financement des énergies renouvelables	GCR	9
	Soutien des partenariats public-privé	PBP	400
	Soutien à la réforme des subventions	PBP	400
	Renforcement des dépenses fiscales et publiques au niveau infranational III	ESP	150

(suite à la page suivante)

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2016 *(suite)*
(en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type ^a	Montant
El Salvador	Renforcement de l'administration fiscale	ESP	30
Équateur	Soutien à l'éducation de qualité	ESP	160
	Plan d'investissement à l'appui de la transition de la matrice énergétique	GOM	143
	Mesures d'urgence en cas de tremblement de terre ^b	IRF	20
Guatemala	Renforcement et modernisation du ministère public	ESP	60
	Gestion et transparence fiscales	PBL	250
Guyana	Soutien au système pénal	ESP	8
	Amélioration de la santé maternelle et infantile	ESP	8
	Renforcement des infrastructures pour la diversification économique et la promotion du commerce	ESP	9
	Développement de l'agriculture durable	ESP	15
Haïti	Plan d'urgence pour l'ouragan Matthew	IRF	20
Honduras	Soutien au réseau d'inclusion sociale avec une priorité dans l'ouest du Honduras	ESP	50
	Ciudad Mujer	ESP	20
	Intégration du réseau routier II	GOM	75
	Gestion durable des forêts	ESP	25
Jamaïque	Structure fiscale pour la croissance économique III	PBP	50
	Gestion et efficacité énergétiques	ESP	15
	Soutien aux réformes du système financier	PBP	100
Mexique	Accroissement de la productivité II	PBP	600
	Renforcement des finances publiques II	PBP	600
	Financement de la restructuration et des investissements pour la production en milieu rural II	GCR	50
	Renforcement du système national de santé animale	ESP	145
	Renforcement du programme d'inclusion sociale PROSPERA	ESP	600
Nicaragua	Programme d'exploration géothermique, de couverture électrique et d'amélioration du transport d'énergie	ESP	76
	Santé des collectivités dans les municipalités rurales	ESP	45
	Intégration du réseau routier II	GOM	87
Pérou	Amélioration des routes des hauts plateaux	ESP	80
	Amélioration des niveaux d'innovation productive	ESP	40
Panama	Panama Online	ESP	22
	Innovation pour l'inclusion sociale et la productivité	ESP	30
	Transparence et équité dans les dépenses de protection sociale II	PBP	200
	Soutien des réformes du secteur des transports et de la logistique II	PBP	200
Paraguay	Assainissement des districts d'Arraiján et de La Chorrera	ESP	150
	Soutien de l'allongement des jours d'école et de l'amélioration des transports	ESP	20
	Amélioration et entretien des corridors routiers	GOM	90
	Soutien au développement des entreprises exportatrices	ESP	10
	Soutien du développement du marché du financement des logements	GCR	30

(suite à la page suivante)

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2016 *(suite)*
(en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type ^a	Montant
Région	Tunnel international du col d'Agua Negra	TCR	40
République dominicaine	Aide au développement de la petite enfance	ESP	200
	Développement urbain et du tourisme intégré à Saint-Domingue	ESP	90
Suriname	Aide au renforcement institutionnel et opérationnel du secteur énergétique	PBP	70
Uruguay	Soutien au système national de soins intégrés	ESP	50
	Investissements et gestion de l'État au niveau infranational	ESP	75
	Sécurité globale des citoyens	ESP	6
	Développement du corridor touristique	ESP	5
	Amélioration des routes rurales productives	GOM	75
	Soutien à l'éducation secondaire et à la formation des enseignants	ESP	50
	Soutien à la gestion agricole publique II	ESP	8
	Assainissement urbain de Montevideo V	ESP	60

a

ESP : Investissements

CND : Prêts conditionnels pour catastrophes naturelles

GCR : Crédit global

GOM : Ensemble de travaux multiples

PBL : Prêts à l'appui de réformes

PBP : Prêts à l'appui de réformes et programmatique

SUP : Financement supplémentaire

TCR : Coopération technique remboursable

b

Exclut l'utilisation de 160 millions de dollars issus du Mécanisme de prêts conditionnels pour catastrophes naturelles.

TABLEAU IV. Souscriptions au capital social, quotes-parts de contribution et nombre de voix, au 31 décembre 2016 (en millions de dollars des États-Unis)^a

Pays membres	Fraction souscrite du Capital ordinaire			% du nombre total de voix ^b	Quotes-parts de contribution au FOS
	Libérée	Exigible	Total		
Membres régionaux en développement					
Argentine	\$ 672,9	\$ 18 742,5	\$ 19 415,4	11,354	\$ 532,2
Bahamas	15,1	341,4	356,5	0,209	11,2
Barbade	8,1	224,8	232,9	0,137	1,9
Belize	9,3	189,9	199,2	0,117	8,0
Bolivie	54,0	1 505,7	1 559,7	0,913	51,1
Brésil	672,9	18 742,5	19 415,4	11,354	573,2
Chili	184,8	5 147,2	5 332,0	3,119	166,1
Colombie	184,8	5 147,2	5 332,0	3,119	161,2
Costa Rica	27,0	753,3	780,3	0,457	24,5
El Salvador	27,0	751,3	778,3	0,456	22,5
Équateur	36,0	1 002,5	1 038,5	0,608	31,9
Guatemala	34,7	951,2	985,9	0,577	34,4
Guyana	10,5	264,1	274,7	0,162	8,7
Haïti	27,0	751,3	778,3	0,456	22,9
Honduras	27,0	753,3	780,3	0,457	27,8
Jamaïque	34,7	951,2	985,9	0,577	30,2
Mexique	432,6	12 048,4	12 480,9	7,299	346,4
Nicaragua	27,0	751,3	778,3	0,456	25,4
Panama	27,0	751,3	778,3	0,456	26,7
Paraguay	27,0	751,3	778,3	0,456	29,3
Pérou	90,1	2 508,9	2 599,0	1,521	84,0
République dominicaine	36,1	1 005,2	1 041,3	0,610	35,7
Suriname	7,2	143,8	151,1	0,089	6,6
Trinité-et-Tobago	26,0	712,8	738,8	0,433	22,0
Uruguay	72,2	2 010,5	2 082,7	1,219	58,7
Venezuela	249,3	5 568,5	5 817,8	3,403	315,3
Total membres régionaux en développement	3 020,5	82 471,1	85 491,6	50,015	2 657,9
Canada	241,7	6 598,8	6 840,4	4,001	331,0
États-Unis	1 813,1	49 500,7	51 313,8	30,006	5 076,4
Membres extra-régionaux					
Allemagne	114,5	3 126,4	3 240,9	1,896	241,3
Autriche	9,6	263,4	273,0	0,161	21,0
Belgique	19,8	541,7	561,5	0,329	44,6
Chine	0,2	5,0	5,1	0,004	131,1
Corée, république de	0,2	5,0	5,1	0,004	1,0
Croatie	2,9	80,2	83,2	0,050	6,2
Danemark	10,3	280,0	290,3	0,171	21,0
Espagne	117,4	3 241,8	3 359,2	1,965	226,4
Finlande	9,6	263,4	273,0	0,161	19,9
France	114,5	3 126,4	3 240,9	1,896	232,8
Israël	9,5	259,7	269,2	0,158	18,0
Italie	117,4	3 241,8	3 359,2	1,965	227,2
Japon	302,1	8 248,8	8 550,9	5,001	623,3
Norvège	10,3	280,0	290,3	0,171	21,0
Pays-Bas	14,6	325,6	340,3	0,200	36,9
Portugal	3,2	89,2	92,5	0,055	8,2
Royaume-Uni	58,1	1 588,0	1 646,2	0,964	183,9
Slovénie	1,8	49,0	50,8	0,031	3,6
Suède	19,7	538,3	558,0	0,327	42,2
Suisse	28,4	776,3	804,7	0,471	67,5
Total membres extra-régionaux	964,2	26 330,1	27 294,3	15,979	2 177,1
TOTAL GÉNÉRAL	\$6 039,0	\$164 901,0	\$170 940,0	100,000	\$10 242,0

^a Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

^b Chaque pays membre possède le même nombre de voix pour les décisions concernant le Capital ordinaire et le FOS. Sauf stipulation contraire dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les questions sont décidées à la majorité du nombre de voix total des pays membres.

TABLEAU V. Grille des salaires du personnel internationale (au 31 décembre 2016)
(en dollars des États-Unis)

Grade	Titres représentatifs de la fonction	Minimum	Maximum	Personnel à ce grade Moyenne Niveau (%)	Moyenne Salaire/Grade	Moyenne Prestations Budgétisée ^a
P	Président ^b		459 579	0,1%	459 579	193 023
E1	Vice-présidente exécutive	325 500	390 600	0,1%	390 600	164 052
E2	Vice-président	305 600	366 700	0,2%	354 691	148 970
E3	Directeur général	285 100	356 400	0,7%	327 525	137 560
E4	Chef du Bureau indépendant	251 000	313 800	0,6%	280 204	117 685
E5	Directeur de secteur	223 000	278 700	1,0%	246 055	103 343
R	Représentant dans un bureau extérieur	180 600	278 700	1,2%	202 177	84 914
1	Chef de division	180 600	261 800	4,0%	217 469	91 337
2	Chef d'unité/Spécialiste principal	158 000	237 000	7,8%	185 301	77 826
3	Spécialiste en chef	131 400	210 200	16,0%	154 439	64 864
4	Spécialiste senior	115 600	184 900	18,8%	127 481	53 542
5	Spécialiste	105 300	158 000	20,3%	111 501	46 830
6	Adjoint principal	93 500	140 200	10,7%	98 482	41 363
7	Adjoint	83 100	124 600	5,5%	92 070	38 670
8	Analyste senior/Coordinateur Administratif senior	72 900	109 300	4,6%	82 209	34 528
9	Assistant senior/Analyste	64 400	96 500	4,2%	74 515	31 296
10	Coordinateur administratif	51 900	83 000	3,4%	64 016	26 887
11	Assistant	45 200	72 300	0,9%	47 761	20 060
12	Soutien administratif	40 600	65 000	0,1%	48 385	20 322

^a Inclut les congés annuels, l'assurance maladie, l'assurance vie et l'assurance invalidité ; les prestations de préretraite échues et autres avantages non salariaux.

^b N'inclut pas l'indemnité de cadre de 82 250 dollars.

TABLEAU VI. Frais Administratifs Consolidés (en millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2014 Réels	2015 Réels	2016 Réels
Assemblée des gouverneurs	\$ 4,8	\$ 4,6	\$ 3,2
Conseil d'administration	20,3	20,6	21,3
Bureau de l'évaluation	8,6	8,8	8,2
Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MICI)	1,7	1,8	2,1
Siège social et agences nationales	552,7	551,9	512,0
Total des frais administratifs bruts^{a,b,c,d,e,f}	588,1	587,7	546,8
Remboursement avec les fonds administrés par la Banque et la SII	(10,0)	(7,4)	(12,4)
Remboursements du MIF et d'INTAL, revenus administratifs	(11,0)	(8,9)	(9,4)
Total des frais administratifs nets	567,1	571,4	525,0
Capital	48,3	61,5	61,8
Total des frais administratifs nets et capital	\$ 615,4	\$ 632,9	\$ 586,8

^a N'inclut pas les amortissements d'un montant de 25,7 millions, 28,9 millions et 31 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement.

^b N'inclut pas les coûts des régimes de pensions de retraite d'un montant de 63,8 millions, 136,7 millions et 47,2 millions de dollars qui incluent l'amortissement des pertes actuarielles de 0,4 million, 42 millions et 8 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement.

^c Depuis 2013, la contribution de la Banque aux régimes de pensions de retraite et après-retraite n'est plus incluse dans les montants budgétaires. La contribution de la Banque à ces régimes s'élevait à 80 millions, 83 millions et 77 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement.

^d N'inclut pas les dépenses au titre des projets d'immobilisation d'un montant de 1,7 million, 2 millions et 1,8 million de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement.

^e Inclut les frais payés d'avance de 3,6 millions, 4,3 millions et 5,5 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016 respectivement.

^f N'inclut pas les frais remboursés avec les Fonds administrés par la Banque d'un montant de 4,7 millions, 5,3 millions et 4,3 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement. N'inclut pas les frais remboursés avec la SII d'un montant de 0,7 million, 0,6 million et 5,8 millions de dollars en 2014, 2015 et 2016, respectivement. En 2016, exclut 51,4 millions de dollars de frais payés à la SII. N'inclut pas les montants de 5,6 millions et 3,4 millions de dollars liés à la restructuration des activités du secteur privé en 2015 et 2016, respectivement, ni les montants de 26 millions et 5,6 millions de dollars d'autres frais non budgétaires en 2015 et 2016, respectivement.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	December 31,			
	2016		2015	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et X	\$	599	641	\$
Titres de placement - À négocier - Notes D, L et X, Tableau I-1		<u>27 292</u>	<u>27 901</u>	\$ 28 542
Encours des prêts - Notes E, T et X, Tableaux I-2 et I-3				
Prêts		81 952	78 745	
Provisions pour pertes sur prêts		<u>(532)</u>	<u>(444)</u>	78 301
Intérêts courus et autres charges				
Sur titres de placement		125	98	
Sur prêts		611	590	
Sur swaps, nets		<u>116</u>	<u>245</u>	933
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, S et X				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1		259	83	
Prêts		855	645	
Emprunts - Tableau I-4		918	1,459	
Autres		<u>22</u>	<u>37</u>	2,224
Autres actifs				
À recevoir pour les titres de placement vendus		-	30	
Biens, nets - Note H		431	401	
Miscelaneos - Nota E		677	685	1 116
Total des actifs		<u>\$ 113 325</u>	<u>\$ 111 116</u>	
PASSIF ET FONDS PROPRES				
Passif				
Emprunts - Notes I, J, K, L, S et X, Tableau I-4				
Court terme	\$	540	513	\$
Moyen et long terme				
Mesurés à leur valeur vénale		51 149	49 065	
Mesurés au coût amorti		<u>28 637</u>	<u>29 559</u>	\$ 79 137
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, S et X				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1		86	149	
Prêts		519	675	
Emprunts - Tableau I-4		3 233	2 786	
Autres		<u>5</u>	<u>5</u>	3 615
À payer pour les titres de placement achetés			37	97
À payer pour les garanties en espèces reçues			277	440
Passif lié aux prestations de retraite - Note T			361	342
Montant dû au Mécanisme de don de la BID - Note N			447	539
Intérêts courus sur emprunts			501	483
Programmes spéciaux non décaissés - Note O			220	238
Autres éléments du passif - Note E			853	972
Total du passif			<u>86 865</u>	<u>85 863</u>
Fonds propres				
Capital social - Note P, Tableaux I-5 et I-6				
Capital souscrit : 14 170 108 actions (13 009 464 actions en 2015)		170 940	156 939	
Moins la fraction exigible		<u>(164 901)</u>	<u>(151 240)</u>	
Fraction libérée du capital		6 039	5 699	
Souscriptions au capital à recevoir		(24)	(75)	
À recevoir des membres - Note G		(215)	(230)	
Bénéfices non distribués - Note Q		20 055	19 207	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note R		<u>605</u>	<u>652</u>	25 253
Total du passif et des fonds propres		<u>\$ 113 325</u>	<u>\$ 111 116</u>	

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Revenus			
Prêts			
Intérêts, après swaps - Notes E, K et S	\$ 2 237	\$ 1 839	\$ 1 659
Autres revenus de prêts	128	107	82
	<u>2 365</u>	<u>1 946</u>	<u>1 741</u>
Titres de placement - Notes D et K			
Intérêts	286	111	74
Gains nets (pertes)	35	(51)	40
Autres revenus d'intérêts - Notes K et S	23	35	44
Autres	24	21	44
Total des revenus	<u>2 733</u>	<u>2 062</u>	<u>1 943</u>
Charges			
Frais d'emprunt			
Intérêts, après swaps - Notes I, J, K et L	779	388	374
Autres coûts des emprunts	18	21	24
	<u>797</u>	<u>409</u>	<u>398</u>
Provision pour pertes sur prêts et garanties - Note F	142	73	118
Frais administratifs - Note B	676	768	668
Programmes spéciaux - Note O	91	95	107
Total des charges	<u>1 706</u>	<u>1 345</u>	<u>1 291</u>
Revenu avant ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables, les transactions en devises étrangères et les transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs	1,027	717	652
Ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères - Notes I, J, K et S	(179)	443	96
Transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs - Note N	-	(200)	(200)
Revenu net	848	960	548
Bénéfices non distribués en début d'exercice	19 207	18 247	17 699
Bénéfices non distribués en fin d'exercice	\$ 20 055	\$ 19 207	\$ 18 247

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Revenu net	\$ 848	\$ 960	\$ 548
Autres éléments du résultat global (perte) - Note R			
Réclassification à revenu - remboursement de pertes nettes actuarielles et crédit pour service précédent des prestations de retraite planes de beneficios por retiro - Nota T	(8)	42	-
Comptabilisation des variations des actifs/passifs liés aux prestations de retraite - Note T	(40)	187	(750)
Total autres éléments du résultat global (perte)	<u>(48)</u>	<u>229</u>	<u>(750)</u>
Revenus globaux (perte)	\$ 800	\$ 1 189	\$ (202)

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Prêts :			
Décassements de prêts	\$ (9 600)	\$ (9 719)	\$ (9 423)
Recouvrements de prêts	6 023	5 132	5 213
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt	(3 577)	(4 587)	(4 210)
Achat de biens	(59)	(47)	(48)
Actifs et passifs divers	34	73	(30)
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt et de placement	(3 602)	(4 561)	(4 288)
Trésorerie issue des activités de financement			
Emprunts à moyen et long terme :			
Produit de l'émission	15 569	18 787	20 928
Remboursements	(13 889)	(13 468)	(11 195)
Emprunts à court terme :			
Produit de l'émission	5 116	5 909	3 867
Remboursements	(5 089)	(6 071)	(3 846)
Garanties en espèces reçues (restituées)	(163)	43	169
Recouvrement de montants à recevoir des membres	15	16	16
Recouvrement des souscriptions au capital	346	320	315
Paievements du maintien de la valeur aux membres	-	(4)	-
Trésorerie nette procurée par les activités de financement	1 905	5 532	10 254
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement à négociier	(50 758)	(46 074)	(56 975)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement à négociier	51 266	45 544	50 426
Recouvrements du revenu des prêts, après swaps	2 489	1 760	1 738
Intérêts et autres charges liés aux emprunts, après swaps	(612)	(1 313)	(486)
Revenus des placements	158	71	253
Autres revenus d'intérêts	24	36	44
Autres revenus	18	29	48
Frais administratifs	(717)	(660)	(664)
Transferts au Mécanisme de don de la BID	(92)	(162)	(134)
Programmes spéciaux	(109)	(101)	(102)
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation	1 667	(870)	(5 852)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(12)	5	-
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(42)	106	114
Trésorerie en début d'exercice	641	535	421
Trésorerie en fin d'exercice	\$ 599	\$ 641	\$ 535

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2016		2015	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et L	\$ 287		\$ 351	
Titres de placement - Notes D, E, K et Tableau II-1	<u>535</u>	\$ 822	<u>490</u>	\$ 841
Encours des prêts, net - Notes E, F, K et Tableau II-2		4 510		4 502
Intérêts courus et autres charges sur prêts		14		15
À recevoir du capital ordinaire		74		50
Total des actifs		<u>\$ 5 420</u>		<u>\$ 5 408</u>
PASSIF ET SOLDE DU FONDS				
Passif				
Montant dû au Mécanisme de don de la BID - Note H	\$ 35		\$ 59	
Montants à payer pour maintenir la valeur des avoirs en devises - Note G	<u>224</u>		<u>227</u>	
Autres passif	<u>1</u>	\$ 260	<u>9</u>	\$ 295
Solde du fonds				
Quotes-parts de contribution autorisées et souscrites - Note I et Tableau II-3	<u>10 242</u>		10 241	
Moins : Quotes-parts de contribution à recevoir	<u>(10)</u>		<u>(10)</u>	
	10 232		10 231	
À recevoir des membres - Note G				
Obligations non négociables et ne portant pas intérêt :				
Billets à vue	(437)		(438)	
Billets à terme	(75)		(84)	
Montants nécessaires pour maintenir la valeur des avoirs en devises	<u>(641)</u>		<u>(122)</u>	
Réserve générale (déficit)	(4 531)		(4 574)	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note J	<u>100</u>	5 160	<u>100</u>	5 113
Total du passif et du solde du fonds		<u>\$ 5 420</u>		<u>\$ 5 408</u>

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET RÉSERVE GÉNÉRALE (DÉFICIT)

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Revenus			
Intérêts de prêts	\$ 60	\$ 61	\$ 62
Titres de placement - Note D	2	1	3
Revenus de coopération technique	5	6	8
Revenu total	<u>67</u>	<u>68</u>	<u>73</u>
Charges			
Frais administratifs - Note B	20	23	19
Pertes de devises étrangères, nettes - Note B	4	23	31
Total des charges	<u>24</u>	<u>46</u>	<u>50</u>
Revenu net	43	22	23
Réserve générale (déficit) en début d'exercice	<u>(4 574)</u>	(4 596)	(4 619)
Réserve générale (déficit) en fin d'exercice	<u>\$ (4 531)</u>	<u>\$ (4 574)</u>	<u>\$ (4 596)</u>

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Décaissements de prêts	\$ (190)	\$ (310)	\$ (302)
Recouvrements de prêts	184	184	187
Participations à des prêts, nettes	(8)	(2)	(4)
Actifs et passifs divers	(43)	(60)	(15)
Trésorerie nette utilisée pour les opérations de prêt et de placement	(57)	(188)	(134)
Trésorerie issue des activités de financement			
Recouvrement de montants à recevoir des membres	8	12	11
Recouvrement de quotes-parts de contribution des membres	1	27	25
Trésorerie nette issue des activités de financement	9	39	36
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement	(1 701)	(1 351)	(2 027)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement	1 641	1 389	2 139
Revenus des prêts	60	61	64
Revenus des placements	2	3	6
Frais administratifs	(3)	(1)	(21)
Revenus des placements	4	3	-
Transferts en liquidités au Mécanisme de don de la BID	(24)	(26)	(72)
Trésorerie nette procurée par les activités d'exploitation	(21)	78	89
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	5	-	4
Accroissement (diminution) net de la trésorerie	(64)	(71)	(5)
Trésorerie en début d'exercice	351	422	427
Trésorerie en fin d'exercice	\$ 287	\$ 351	\$ 422

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

COMPTE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT INTERMÉDIAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BALANCE SHEET

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2016	2015
ACTIFS		
Espèces	\$ -	\$ -
Titres de placement - Notes C et D	83	100
Total des actifs	<u>\$ 83</u>	<u>\$ 100</u>
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif		
À verser au Capital ordinaire	\$ 2	\$ 2
Solde du fonds	81	98
Total du passif et du solde du fonds	<u>\$ 83</u>	<u>\$ 100</u>

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Ajouts			
Revenus des placements - Note C	\$ 1	\$ -	\$ 1
Déductions			
Intérêts pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire - Note E	18	16	18
Variation du solde du fonds	(17)	(16)	(17)
Solde du fonds en début d'exercice	98	114	131
Solde du fonds en fin d'exercice	<u>\$ 81</u>	<u>\$ 98</u>	<u>\$ 114</u>

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Revenus des placements	\$ 3	\$ 1	\$ 3
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire	(18)	(16)	(19)
Produit de la vente ou de l'échéance de titres de placement	15	15	16
Trésorerie issue des activités d'exploitation	-	-	-
Trésorerie en début d'exercice	-	-	-
Trésorerie en fin d'exercice	<u>\$ -</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ -</u>

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

MÉCANISME DE DON DE LA BID
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2016	2015
ACTIFS		
Espèces	\$ -	\$ -
À recevoir du Fonds des opérations spéciales	35	59
À recevoir du Capital ordinaire	447	539
Total des actifs	\$ 482	\$ 598
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passifs		
Dons non décaissés - Notes C et D	\$ -	\$ 587
Solde du fonds	482	11
Total du passif et du solde du fonds	\$ 482	\$ 598

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Ajouts			
Transferts du Capital ordinaire - Note C	\$ -	\$ 200	\$ 200
Reclassement de dons non décaissés - Note C	491	-	-
Déductions			
Dons	20	190	213
Variation du solde du fonds	471	10	(13)
Solde du fonds en début d'exercice	11	1	14
Solde du fonds en fin d'exercice	\$ 482	\$ 11	\$ 1

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Transferts en liquidités du Fonds des opérations spéciales	\$ 24	\$ 26	\$ 72
Transferts en liquidités du Capital ordinaire	92	162	134
Décaissements de dons	(116)	(188)	(206)
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation et diminution nette de la trésorerie	-	-	-
Trésorerie en début d'exercice	-	-	-
Trésorerie en fin d'exercice	\$ -	\$ -	\$ -

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2016.

ANNEXE I. Gouverneurs et suppléants

Pays	Gouverneur	Suppléant
ALLEMAGNE	Hans-Joachim Fuchtel	Marianne Kothe
ARGENTINE		Federico Sturzenegger
AUTRICHE	Hans Jörg Schelling	Edith Frauwallner
BAHAMAS	Michael Halkitis	Simon Wilson
BARBADE	Christopher Peter Sinckler	Louis Woodroffe
BELGIQUE	Johan Van Overtveldt	Ronald De Swert
BELIZE	Dean Barrow	Joseph Waight
BOLIVIE	René Orellana Halkyer	Luis Alberto Arce Catacora
BRÉSIL	Dyogo Henrique de Oliveira	Jorge Saba Arbache Filho
CANADA	Stéphane Dion	Rob Stewart
CHILI	Rodrigo Valdés	Alejandro Micco Aguayo
CHINE	Xiaochuan Zhou	Yi Gang
COLOMBIE	Mauricio Cárdenas	Simón Gaviria Muñoz
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	Ilho Yoo	Juyeol Lee
COSTA RICA	Helio Fallas Venegas	Olivier Castro Pérez
CROATIE	Zdravko Maric	Igor Radenovic
DANEMARK	Morten Jespersen	Anders Oernemark
EL SALVADOR	Francisco Roberto Lorenzana	Carlos Enrique Cáceres Chávez
ÉQUATEUR	Patricio Rivera	Patricio Rivera Yáñez
ESPAGNE	Luis de Guindos Jurado	Irene Garrido
ÉTATS-UNIS	Jacob J. Lew	
FINLANDE	Elina Kalkku	Satu Santala
FRANCE	Michel Sapin	Odile Renaud-Basso
GUATEMALA	Julio Héctor Estrada Domínguez	Julio Roberto Suárez Guerra
GUYANA	Winston DaCosta Jordan	
HAÏTI	Yves Romain Bastien	Aviol Fleurant
HONDURAS	Wilfredo Rafael Cerrato Rodriguez	Manuel de Jesús Bautista Flores
ISRAËL	Karnit Flug	Yoel Naveh
ITALIE	Pier Carlo Padoan	Ignazio Visco
JAMAÏQUE	Audley Shaw	Everton McFarlane
JAPON	Taro Aso	Haruhiko Kuroda
MEXIQUE	José Antonio Meade Kuribreña	Vanessa Rubio
NICARAGUA	Iván Adolfo Acosta Montalván	Manuel Coronel Novoa
NORVÈGE	Tone Skogen	Henrik Harboe
PANAMA	Dulcidio José de la Guardia	Iván Alexei Zarak Arias
PARAGUAY	Santiago Peña Palacios	Lea Raquel Giménez Duarte
PAYS-BAS	Lilianne Ploumen	Christiaan Rebergen
PÉROU	Alfredo Eduardo Thorne Vetter	Rossana Carla Polastri Clark
PORTUGAL	Mário Centeno	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Donald Guerrero Ortiz	Isidoro Santana
ROYAUME-UNI	Priti Patel	Rory Stewart
SLOVÉNIE	Mateja Vranicar Erman	Andrej Kavcic
SUÈDE	Ulrike Modéer	Magnus Lennartsson
SURINAME	Gillmore Hoefdraad	Sieglien Bursleson
SUISSE	Raymund Furrer	Reto Grüninger
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Camille R. Robinson-Regis	Joanne Deoraj
URUGUAY	Danilo Astori	Pablo Ferreri
VENEZUELA	Rodolfo Medina del Río	Simón Zerpa Delgado

Au 31 décembre 2016.

ANNEXE II. Administrateurs et suppléants

			Nombre de voix	Pourcentage du nombre de voix attribuées
Toshiyuki Yasui. JAPON Tom Crowards (suppléant). ROYAUME-UNI	Élus par : Croatie République de Corée Slovénie	Japon Portugal Royaume-Uni	794 453	6,10
Stefania Bazzoni. ITALIE Marlène Beco (suppléante). BELGIQUE	Élus par : Belgique Allemagne Italie Suisse	Chine Israël Pays-Bas	655 107	5,03
Joffrey Célestin-Urbain. FRANCE María Rodríguez de la Rúa (suppléante). ESPAGNE	Élus par : Autriche Finlande Norvège Suède	Danemark France Espagne	630 239	4,84
Mark Lopes. ÉTATS-UNIS	Élus par : États-Unis		3 905 572	30,01
Armando León. VENEZUELA Fernando de León (Suplente). PANAMÁ	Élus par : Panama	Venezuela	541 366	4,16
Bosco Martí. MEXIQUE Carlos Pared Vidal (suppléant). RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Élus par : République dominicaine	Mexique	1 022 382	7,86
Marcelo Bisogno. URUGUAY Hugo Cáceres (suppléant). PARAGUAY	Élus par : Bolivie Uruguay	Paraguay	334 527	2,57
Raúl Novoa. ARGENTINE	Élus par : Argentine	Haïti	1 526 681	11,73
Antônio Henrique P. Silveira. BRÉSIL Frederico Gonzaga Jayme Jr. (suppléant). BRÉSIL	Élus par : Brésil	Suriname	1 479 338	11,37
Patricia Miloslavich. PÉROU Kevin Cowan (suppléant). CHILI	Élus par : Chili	Pérou	599 734	4,61
Guillermo Rishchynski. CANADA Ian MacDonald (suppléant). CANADA	Élus par : Canada		520 742	4,00
Jerry Butler. BAHAMAS Cheryl Morris-Skeete (suppléante). BARBADE	Élus par : Bahamas Guyana Trinité-et-Tobago	Barbade Jamaïque	197 526	1,52
Marlon Tabora. HONDURAS Mauricio Silva (suppléant). EL SALVADOR	Élus par : Belize El Salvador Honduras	Costa Rica Guatemala Nicaragua	326 468	2,51
Sergio Diazgranados. COLOMBIE Xavier Santillán (suppléant). ÉQUATEUR	Élus par : Colombie	Équateur	481 809	3,70
TOTAL			13 015 944	100,00*

Bureau de l'évaluation et de la supervision
Cheryl W. Gray, Directrice

Au 31 décembre 2016.

*Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que leur somme ne corresponde pas au total indiqué.

ANNEXE III. Administrateurs généraux

Président	Luis Alberto Moreno
Vice-présidente exécutive	Julie T. Katzman
Vice-président pour les pays	Alexandre Meira da Rosa
Vice-président pour les secteurs et le savoir	Santiago Levy Algazi
Vice-président des finances et de l'administration	Jaime Alberto Sujoy
Directeur général, département de la recherche, et Économiste en chef	José Juan Ruiz Gómez
Directeur général, département géographique / Cône Sud	José Luis Lupo
Directrice générale, département géographique / Groupe andin	Carola Alvarez
Directrice générale, département géographique / Amérique centrale, Mexique, Panama et République dominicaine	Gina Montiel
Directrice générale, département géographique / Caraïbes	Therese Turner-Jones
Directrice générale intérimaire, département géographique / Haïti	Gina Montiel
Secrétaire	Germán Quintana
Conseiller et directeur du département juridique	John Scott
Chef de cabinet, bureau de la présidence	Luis Alberto Giorgio
Conseiller principal auprès de la vice-présidente exécutive	José Seligmann-Silva
Directeur général et directeur financier, département des finances	Gustavo De Rosa
Directeur général et responsable intérimaire de l'efficacité du développement, a.i., bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement	Arturo Galindo
Directeur général, département du budget et des services administratifs	Yeshvanth Edwin
Directrice générale, département des ressources humaines	Claudia Bock-Valotta
Directrice générale et des systèmes d'information, département de la technologie de l'information	Nuria Simo Vila
Directrice générale, bureau du Fonds multilatéral d'investissement	Brigit Helms
Auditeur exécutif, bureau de l'auditeur général	Jorge da Silva
Directeur, bureau des relations extérieures	Marcelo Cabrol
Directeur, secteur de l'infrastructure et de l'environnement	José Agustín Aguerre
Directeur, secteur social	Héctor Salazar Sánchez
Directrice, secteur des institutions pour le développement	Ana Maria Rodríguez-Ortiz
Directeur, secteur du changement climatique et du développement durable	Juan Pablo Bonilla
Directeur, secteur du commerce et de l'intégration	Antoni Esteveadeordal
Directeur, secteur du savoir et de l'apprentissage	C. Federico Basañes
Conseiller, bureaux des partenariats stratégiques	Bernardo Guillamón
Conseiller, bureau de la gestion des risques et du directeur de la gestion des risques	Federico Galizia
Chef, bureau de l'intégrité institutionnelle	Maristella Aldana
Directrice, mécanisme indépendant de consultation et d'investigation	Victoria Márquez Mees
Responsable de la déontologie	Daisy Fernandez Seebach

Au 31 décembre 2016.

ANNEXE IV. Agences et représentants par pays

<p>ARGENTINE, José Luis Lupo Calle Esmeralda 130, pisos 19 y 20 (Casilla de correo 181, Sucursal 1) Buenos Aires Tél : 4320-1800</p>	<p>EL SALVADOR, Carmiña Moreno Edificio World Trade Center, piso 4 89 Avda. Norte y Calle El Mirador San Salvador Tél : 2233-8900</p>	<p>PÉROU, Viviana Caro Hinojosa Dean Valdivia 148-Piso 10 Centro Empresarial Platinum Plaza San Isidro, Lima Tél : 215-7800</p>
<p>BAHAMAS, Florencia Attademo-Hirt IDB House, East Bay Street (P.O. Box N-3743) Nassau Tél : 396-7800</p>	<p>GUATEMALA, Fernando Quevedo 3^{era} Avenida 13-78, Zona 10 Torre Citigroup - Nivel 10 (Apartado postal 935) Guatemala Tél : 2327-4300</p>	<p>RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, Flora Montealegre Painter Calle Luis F. Thomen esq. Winston Churchill Torre BHD, piso 10 (Apartado postal 1386) Santo Domingo Tél : 784-6400</p>
<p>BARBADE, Juan Carlos de la Hoz Maple Manor, Hastings (P.O. Box 402) Christ Church Tél : 227-8500</p>	<p>GUYANA, Sophie Makonnen 47 High Street, Kingston (P.O. Box 10867) Georgetown Tél : 225-7951</p>	<p>SURINAME, César Falconi Peter Brunelaan 2-4 Paramaribo Tél : 52-1201</p>
<p>BELIZE, Cassandra Rogers 1024 Newtown Barracks 101st floor Marina Towers Building (P.O. Box 1853) Belize City Tél : 221-5300</p>	<p>HAÏTI, Luis Estanislao Echebarria Banque interaméricaine de développement Bourdon 389 (Boîte postale 1321) Port-au-Prince Tél : 2812-5000</p>	<p>TRINITÉ-ET-TOBAGO, Tomás Bermúdez 17 Alexandra Street, St. Clair (P.O. Box 68) Port of Spain Tél : 822-6400</p>
<p>BOLIVIE, Alejandro Melandri Edificio "BISA", piso 5 Avda. 16 de Julio, 1628 (Casilla 5872) La Paz Tél : 2217-7700</p>	<p>HONDURAS, Mirna Liévano de Marques Colonia Lomas del Guijarro Sur Primera Calle (Apartado postal 3180) Tegucigalpa Tél : 290-3500</p>	<p>URUGUAY, Juan José Taccone Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre (Casilla de correo 5029) 11000 Montevideo Tél : 915-4330</p>
<p>BRÉSIL, Hugo Flórez Timorán Setor de Embaixadas Norte Quadra 802 Conjunto F Lote 39 - Asa Norte 70800-400 Brasília, D.F. Tél : 3317-4200</p>	<p>JAMAÏQUE, Therese Turner-Jones 40-46 Knutsford Blvd., 6th floor (P.O. Box 429) Kingston 10 Tél : 764-0815</p>	<p>VENEZUELA, Badouin Duquesne Av. Venezuela, Torre Principal Banco Bicentenario Piso 3, El Rosal, Caracas 1060 Tél : 955-2900</p>
<p>CHILI, Carolyn Robert Avenida Pedro de Valdivia 0193, piso 10 (Casilla 16611) Correo 9 (Providencia) Santiago Tél : 431-3700</p>	<p>MEXIQUE, Verónica Zavala Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11 Colonia Juárez Delegación Cuauhtémoc 06600 México, D.F. Tél : 9138-6200</p>	<p>INSTITUT POUR L'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES Gustavo Béliz Calle Esmeralda 130, pisos 16 y 17 (Casilla de correo 181, Sucursal 1) Buenos Aires Tél : 4323-2350</p>
<p>COLOMBIE, Rafael de la Cruz Carrera 7, N 71-21 Torre B, piso 19 Edificio Bancafé Bogotá Tél : 325-7000</p>	<p>NICARAGUA, Carlos N. Melo Edificio BID Km. 4 ½ Carretera a Masaya (Apartado postal 2512) Managua Tél : 264-9080</p>	<p>AGENCE EN ASIE Ichiro Oishi Fukoku Seimei Building 16-F 2-2-2 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku Tokyo 100-0011, Japan Tél : 3591-0461</p>
<p>COSTA RICA, Fidel Jaramillo Centro Corporativo El Cedral Edificio A, piso 4 Escazú, San José Tél : 2588-8700</p>	<p>PANAMA, Gina Montiel Avda. Samuel Lewis, Obarrio Torre HSBC, piso 14 (Apartado postal 0816-02900) Panamá 5 Tél : 206-0900</p>	<p>AGENCE EN EUROPE Ignacio Corlazzoli Calle de Bailén 41 Madrid 28005 Tél : 91-364-6950</p>
<p>ÉQUATEUR, Morgan Doyle Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero Ed. World Trade Center - Torre II, piso 9 (Apartado postal 17-07-9041) Quito Tél : 299-6900</p>	<p>PARAGUAY, Eduardo Marquez Almeida Calle Quesada esq. Legión Civil Extranjera (Casilla 1209) Asunción Tél : 616-2000</p>	<p>Au 31 décembre 2016.</p>

**Catalogage avant publication de la
Bibliothèque Felipe Herrera de la
Banque Interaméricaine de Développement**

Banque Interaméricaine de Développement rapport annuel 2016: Bilan de l'année / Banque Interaméricaine de Développement.

p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Economic assistance-Latin America. 3. Bank loans-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement. Bureau des relations extérieures.

IDB-AR-143

Copyright © 2017 Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.

Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.

N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.



Le rapport annuel est élaboré par le Bureau des relations extérieures de la BID.

Rédacteur en chef : John Ferriter
Coordinatrice du design de la BID : Dolores Subiza
Redacteur français : Peritus Language Services
Design : The Word Express, Inc.

Couverture :

PÉROU : Dans les petites villes, ou municipalités, les taux de couverture de l'eau potable et l'assainissement, il y a une dizaine d'années, était en moyenne de 62 et 30%, respectivement, bien en deçà des taux national et régional. Vers le milieu de 2016, dans des communautés comme Tincopalca, dans la province de Puno dans le sud-est, plus de 30 000 foyers avaient accès à l'eau pour première fois, grâce au soutien du Fonds espagnol de coopération pour l'eau et l'assainissement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Photo: Ministère du logement, de la construction et de l'assainissement.

Les états financiers vérifiés indépendamment, avec les Commentaires et analyse de la Direction: Capital ordinaire, sont disponibles en anglais et espagnol en www.iadb.org/ar2016/fs.



www.iadb.org